

Contestation sociale de l'élevage porcin en France

Regards croisés de professionnels de la filière et d'associations

Elsa DELANOUE (1), Christine ROGUET (1), Adel SELMI (2)

(1) IFIP-Institut du Porc, La Motte au Vicomte, BP 35104, 35651 Le Rheu, France

(2) INRA, UR 1326 SenS, université Paris Est, 5 bd Descartes, 77420 Champs Sur Marne, France

elsa.delanoue@ifip.asso.fr

Contestation sociale de l'élevage porcin en France : regards croisés de professionnels de la filière et d'associations

L'élevage porcin doit actuellement faire face à des interpellations fortes de la part de différentes arènes sociales : grand public, associations, médias, monde médical, etc. Ces interpellations concernent certaines pratiques ou bien l'élevage en général. Cet article se propose d'étudier les controverses concernant l'élevage porcin en France. En partant d'entretiens auprès de professionnels de la filière (interprofession, éleveurs, techniciens, syndicats, instituts et chambres) et d'associations contestant le modèle dominant, un panorama des grands sujets de débat sur l'élevage porcin est dressé. Il ressort des entretiens que les points de controverse peuvent être classés en cinq grandes thématiques : l'environnement, le bien-être animal, le risque sanitaire, le système de production et, en chapeau, la thématique plus générale de la consommation de viande. Pour l'élevage porcin, la thématique environnementale concerne la pollution de l'eau, l'alimentation des animaux (soja et OGM) et les enquêtes publiques. Celle du bien-être animal porte sur sa définition même, les conditions de logement des animaux, et les interventions douloureuses sur l'animal. Le risque sanitaire interroge l'utilisation d'antibiotiques, les zoonoses et les épizooties. Enfin, les controverses sur les systèmes de production visent le caractère intensif de l'élevage, son manque de lien au sol et la concentration géographique des élevages. La controverse de la consommation de viande reprend des points abordés dans les quatre autres thématiques. Des points de convergence ou de blocage entre les discours sont identifiés et les relations entre les différentes parties prenantes étudiées, afin d'améliorer la compréhension de ces controverses.

Society protest against pig breeding in France : point of views of pig industry professionals and NGO's

Pig breeding is currently strongly questioned by different social arenas: general public, NGO's, media, medical field... These questions are challenging specific farm practices or, more generally, the livestock sector. This article aims to study controversies related to pig breeding in France. Semi-structured interviews were carried out with pig industry professionals (interbranch associations, farmers, technicians, farmers unions, R&D institutes) and members of NGO's. Points of views of these different stakeholders were analyzed to draw a panorama of the main topics of debate affecting pig production. These topics can be classified into five major issues: environmental impacts, animal welfare, health risk, production system and, more broadly, meat consumption. Concerning pig production, the environmental issue concerns water pollution, animal feed (soya and GMO's), and public inquiries. The animal welfare issue includes questions about the definition of the concept, animals living conditions, and painful operations conducted on pigs. The health risk issue concerns the use of antibiotics, zoonoses and disease outbreaks. Finally, points of debate on production systems are the intensive nature of livestock farming, its lack of relation to land, and the geographic concentration of farms. Controversy on meat consumption contains all these multiple sub-topics. Converging opinions or deadlock points were identified and relationships between the different stakeholders studied, in order to improve our comprehension of these controversies.

INTRODUCTION

Dans un contexte d'interpellations sociales fortes adressées à l'élevage, un travail a été engagé dans le cadre du GIS Elevages Demain¹ pour apporter un éclairage approfondi et objectif des sujets de controverses sur l'élevage en France. Il est centré sur les élevages en eux-mêmes (taille, conception, fonctionnement), concerne l'ensemble des filières, et considère différentes échelles (atelier, exploitation, bassin de production, territoire). Le travail présenté ici porte spécifiquement sur la contestation de l'élevage porcin en France et sur la perception de cette interpellation sociale par les professionnels. Des entretiens auprès de professionnels de la filière (interprofession, éleveurs, techniciens, syndicats) et d'associations militantes ont été réalisés.

Les grands sujets de débat sur l'élevage porcin peuvent être classés en cinq grandes thématiques : l'environnement, le bien-être animal, le risque sanitaire, le système de production et la consommation de viande.

1. ETUDE DE LA CONTESTABILITE PAR L'ANALYSE DES CONTROVERSES

L'acceptabilité par un groupe social dépend de trois caractéristiques fondamentales (Callon, 1986) : (1) sa culture, qui inclut ses représentations et ses croyances ; (2) ses savoirs et connaissances ; (3) ses pratiques, c'est-à-dire son savoir-faire. L'acceptabilité d'une pratique ou d'un projet est le résultat, à travers le prisme de ces trois caractéristiques, d'une analyse coûts-bénéfices et d'une évaluation de risque par le groupe social. Le concept de contestabilité (l'exposition à une contestation) fait le lien entre l'étude de l'acceptabilité sociale et celle des controverses sociotechniques. En effet, ces dernières prennent forme lorsqu'il y a défiance, ou contestation, de la part de l'opinion publique envers des activités ou produits industriels, et les énoncés scientifiques utilisés comme preuves légitimes et arguments de justification (Godard, 2009). Les controverses sociotechniques naissent de situations combinant (1) une incertitude scientifique, et parfois une remise en cause par certains groupes sociaux de la neutralité des experts, ou de la prétention de la science à servir l'intérêt général (Schmoll, 2008), (2) une mobilisation de l'opinion publique, avec passage du débat dans la sphère publique par l'intermédiaire, notamment, des associations et des médias (Julliard, 2008), et (3) des interactions entre les différents acteurs impliqués, pouvant prendre la forme de débats, de discussions, de négociations...

Dockès et al. (2012) détaillent huit points à considérer pour analyser une controverse et la comprendre :

- 1) son objet : ce sur quoi elle porte, son sujet ;
- 2) son intensité : la force et la virulence des débats, le degré d'engagement des acteurs et la visibilité (amplification médiatique) ;
- 3) sa polarité : le nombre de types d'acteurs ayant des positions différentes ;
- 4) son forum : l'ensemble des arènes concernées (i.e. des espaces sociaux : web, médias, revues scientifiques,...) ;

¹ Le GIS « Elevages Demain » est un Groupement d'Intérêt Scientifique dédié aux systèmes de production animale à hautes performances économiques, environnementales et sociétales (ruminants, porcs et volailles). Il rassemble les principaux acteurs de la recherche et du développement en élevage en France.

- 5) son extension : le degré de généralisation, le nombre de personnes concernées et la distribution géographique ;
- 6) sa reconnaissance : les différents camps considèrent-ils qu'il y a controverse ? ;
- 7) sa durée, facile à déterminer si la controverse est terminée, mais difficile à anticiper dans le cas contraire ;
- 8) son règlement : le mode de résolution ou de clôture.

Ces points peuvent être appréhendés au moyen d'analyses bibliographiques, d'entretiens semi-directifs auprès des acteurs, ou d'analyses de bases de données sur le web (scientométrie).

L'analyse des controverses nécessite de la part de l'observateur une neutralité maximale, une impartialité vis-à-vis des différents points de vue (Callon, 1986). Tous les arguments doivent donc être écoutés et entendus, mais l'analyse va au-delà, puisque les rapports de force entre les parties prenantes (domination, enjeu financier, défense d'intérêts communs,...) doivent également être considérés.

Pour comprendre les stratégies et positions des acteurs impliqués dans la controverse, il convient d'analyser les actions à travers lesquelles ils entreprennent de la rendre plus ou moins visible et accessible au public profane (Lemieux, 2007). A cet égard, deux stratégies sont possibles : certains acteurs, par éthique de responsabilité, prudence, sentiment élitaire, ou volonté de contrôle useront de rétention d'informations, d'euphémisation des problèmes, de dissimulation ; tandis que d'autres, par éthique de conviction, de sentiment d'injustice, ou d'idéal de partage du savoir useront de divulgation, de simplification ou de dénonciation publique. De plus, ce caractère public de la controverse impose de la part des acteurs un contrôle et une canalisation des pulsions agressives, afin de ne pas s'auto-décréditer aux yeux de la population. On observe ainsi un apprentissage par les différentes parties prenantes de l'autocontrainte (admettre d'être critiqué, se corriger, ne pas répondre, etc.) et de la combativité (oser contredire publiquement, provoquer, convaincre, mobiliser le public à l'aide de preuves, etc.).

2. ACTEURS ENQUETES AU COURS D'ENTRETIENS SEMI-DIRECTIFS

Nous avons considéré, pour l'étude des controverses concernant l'élevage, cinq types d'acteurs participant au débat : (1) les professionnels des différentes filières d'élevage représentés par les interprofessions, les syndicats, les éleveurs, les instituts techniques et les chambres d'agriculture ; (2) les associations intervenant sur le sujet, notamment environnementalistes ou de protection animale ; (3) les médias, pour leur rôle d'amplification sélective des sujets qui suscitent une réaction émotionnelle forte de la part de la société ; (4) les scientifiques, attendus par les autres parties prenantes comme apporteurs de preuves légitimes ; (5) et enfin le grand public, en privilégiant le point de vue du citoyen plutôt que celui du consommateur.

La première phase du travail, présentée ici, a consisté en l'analyse des discours des professionnels et des associations. Pour cela, 25 entretiens semi-directifs ont été réalisés : 15 auprès des professionnels et 10 auprès des associations. Lors de ces entretiens, les professionnels enquêtés ont été amenés à s'exprimer sur la situation de la filière qu'ils représentent, leur vision du regard que porte la société sur cette filière, et sur les principaux sujets de débats qui l'agitent.

Les associations, quant à elles, ont été amenées à expliciter leurs objectifs et motivations, leurs modes d'action et de mobilisation, et les principaux sujets concernant l'élevage sur lesquels elles se mobilisent.

3. THEMATIQUES DE CONTROVERSES ET ARGUMENTS DE PROFESSIONNELS ET D'ASSOCIATIONS

L'analyse des entretiens conduit à classer les différents points de débat sur l'élevage en quatre grandes thématiques : (1) l'impact environnemental, (2) le bien-être animal, (3) le risque sanitaire, et (4) le système d'élevage. En chapeau de ces thématiques se pose la question plus générale de la consommation de viande, qui est souvent l'angle pris par les médias pour traiter de ces controverses concernant l'élevage, et qui mobilise des arguments des quatre autres thématiques.

Ces points de débat peuvent concerner l'élevage en général (comme la remise en cause des systèmes intensifs), ou plus spécifiquement une production (émissions de GES par les ruminants). De plus, les échelles de déploiement des controverses diffèrent selon les sujets : les nuisances engendrées par l'élevage porcin déclenchent des débats et des mobilisations très localisés, alors que l'impact de l'élevage sur le climat questionne les différentes arènes publiques à une échelle plus globale.

Les enjeux liés à la contestation de l'élevage sont donc pour partie propres à chaque filière, avec des conséquences différentes sur l'image des productions et sur les possibilités d'implantation des élevages. Ci-après sont détaillés les points de controverse qui concernent la production porcine, avec un croisement des regards portés par les différents acteurs de la profession ou des associations.

3.1. Environnement

Au sein de la thématique environnementale, trois points de débat se dégagent : l'impact de l'élevage porcin sur la qualité de l'eau, l'alimentation des animaux, et les enquêtes publiques occasionnées lors de la procédure ICPE.

- Le sujet de l'eau est mis en relation dans les discours avec la gestion des effluents, en particulier des nitrates qu'ils contiennent, et les proliférations d'algues vertes en Bretagne.

Les associations jugent que la responsabilité des nitrates dans cette prolifération n'est pas complètement reconnue par les professionnels. Des entretiens avec ces derniers, il ressort qu'ils discutent surtout de la part de responsabilité de l'élevage porcin dans les teneurs en nitrates des eaux bretonnes. Ils ont le sentiment qu'au sujet des algues vertes leur filière est systématiquement pointée du doigt par les associations et les médias, alors que d'autres activités (agricoles et industrielles) rejettent des nitrates dans l'eau.

Les professionnels considèrent que l'ensemble des éleveurs respectent la réglementation, en particulier sur les plans d'épandage, mais les associations en doutent. Par contre, l'intérêt des effluents d'élevage pour la fertilisation des terres est reconnu par les deux parties.

Enfin, les professionnels mettent en avant les efforts effectués par les éleveurs pour limiter leurs rejets de nitrates. Les associations demandent une vérification des pratiques sur le terrain. Pour elles, malgré les éventuels progrès effectués ou possibles, il est impératif de réduire l'élevage porcin en Bretagne.

- A propos de l'alimentation des animaux, les professionnels se sont surtout exprimés sur les OGM, et les associations sur le soja. Le débat concernant les OGM est qualifié d'irrationnel par les professionnels, qui rendent l'étude de Séralini *et al.* (2012) responsable de la réactivation du débat dans la sphère publique. Les associations environnementalistes, quant à elles, militent pour une diminution de la part de soja importé dans les rations alimentaires des porcs, au profit de sources de protéines végétales locales comme les protéagineux.

- Les professionnels de la filière porcine sont préoccupés par les enquêtes publiques pendant lesquelles des associations locales se créent parfois, pour appuyer les arguments des riverains qui s'opposent à des projets d'exploitation. Les protestations concernent généralement les odeurs, les risques pour la santé et la qualité de l'eau, et la dévaluation des biens immobiliers. Certains de ces avis sont, pour les professionnels, déconnectés de la réalité de l'élevage, et les débats sont qualifiés d'irrationnels, reposant sur des craintes ou préjugés de la part des riverains.

La profession souhaite réserver l'enquête publique à des élevages plus grands pour ne pas décourager les éleveurs de moderniser leur exploitation. Les associations ne le souhaitent pas, de peur de voir se développer davantage d'exploitations avec des densités d'animaux jugées trop importantes.

3.2. Bien-être animal

Les points de débat sur le bien-être animal (BEA) sont principalement (1) sa définition même, (2) les conditions de logement des animaux et (3) les interventions ponctuelles qu'ils subissent.

- Pour les acteurs des filières, les bonnes performances zootechniques de l'élevage sont de bons indicateurs du bien-être des animaux. Pour eux, préoccupations économiques et de bien-être vont de pair, les éleveurs souhaitant qu'il y ait le moins possible d'animaux morts ou malades en élevage. Le respect des normes européennes, attestant de leurs bonnes pratiques pour les professionnels, n'est pas une preuve de respect du BEA pour les associations. Elles distinguent en effet le « bien-être » de la « protection » animale que les normes visent à garantir. Pour elles, le BEA va au delà du strict respect de ces normes ; c'est un équilibre entre la possibilité pour l'animal d'exprimer son comportement naturel, l'absence de douleur et l'affectivité, c'est-à-dire les relations avec les autres animaux ou l'humain (satisfaction des Cinq Libertés de l'animal définies par le Farm Animal Welfare Council en 1979).

Les acteurs de la filière, se qualifiant eux-mêmes de « pragmatiques » et pour qui tout problème a une solution, sont déçus sur ce sujet du BEA où la science ne statue pas clairement sur les bonnes pratiques à adopter. Ils mettent en avant les progrès déjà réalisés et se déclarent prêts à poursuivre dans cette voie, mais à condition de maintenir la qualité du produit fini, de prendre en compte les réalités économiques et le confort de travail de l'éleveur. Ils jugent parfois les revendications des associations irrationnelles, anthropomorphiques ou en contradiction avec la viabilité des exploitations. Ces dernières cependant déclarent tenir compte des critères économiques et des difficultés des éleveurs. Pour elles, la prise en compte du BEA, au-delà d'une considération éthique, est un atout pour les exploitations et non une contrainte. Intégrer dès maintenant le BEA dans l'exploitation est, pour elles, un pari gagnant sur l'avenir pour les éleveurs, car c'est une anticipation des demandes sociétales et des futures politiques agricoles qui en tiendront compte.

Professionnels et associations sont conscients des problèmes de débouchés pour les productions respectant des critères exigeants en matière de BEA. Face à cet enjeu, les associations travaillent auprès des distributeurs afin de leur faire pratiquer des « *prix justes* » pour ces productions différenciées.

- Les associations souhaitent clairement un développement de l'élevage plein-air. Mais, conscientes de la difficulté d'instaurer un tel système à partir des exploitations existantes, elles soutiennent l'élevage de porc en bâtiment sur litière (paille ou autre) comme une étape intermédiaire. Pour les professionnels, ce mode d'élevage pose des problèmes de charge de travail, d'hygiène des animaux et d'approvisionnement en litière. Beaucoup ont préféré opter, à l'occasion de la mise aux normes Bien-être 2013, pour un maintien des caillebotis, avec enrichissement au moyen de jouets divers. Sur ce point, les associations les accusent de ne pas respecter la définition légale des matériaux manipulables. Le principal blocage à l'utilisation de la paille en élevage porcin est lié aux bâtiments inadaptés. Pour certaines associations, le caillebotis partiel est une solution.

L'élevage des truies en groupe, avant et après la mise-bas, est également un sujet de forte mobilisation. La contention des truies après la mise-bas est un moyen, pour les professionnels, de protéger les porcelets de l'écrasement. De plus, ce système ne leur semble pas frustrer l'expression du comportement naturel de l'animal, « *une truie passant la majeure partie de son temps couchée* ». Les associations au contraire jugent que ce système les prive de leur liberté de mouvement et que l'obligation européenne d'élever les truies gestantes en groupe n'est pas encore respectée par tous les éleveurs en France. Au travers de campagnes à destination du grand public ou des éleveurs, elles militent pour le respect par tous, au niveau national, de la réglementation européenne.

- Les interventions humaines sur les animaux font débat lorsqu'elles sont jugées potentiellement douloureuses pour l'animal. Cela concerne, en élevage porcin, principalement la castration et la caudectomie.

Sur la castration, la situation semble évoluer vers un consensus : associations comme professionnels déclarent souhaiter l'arrêt de la castration à vif. Si la pratique de l'anesthésie ou l'analgésie n'enthousiasme pas les éleveurs, par crainte de l'image que pourraient avoir des injections effectuées sur les animaux et par souci de charge de travail, l'élevage de mâles entiers est envisagé. Le temps est laissé aux scientifiques pour trouver des solutions aux odeurs sexuelles pouvant se retrouver dans la viande.

Sur la caudectomie, il y a moins de consensus. Selon les professionnels, les animaux se mordent les queues même en milieu enrichi. Pour les associations, cela traduit un enrichissement insuffisant, inadapté, ou des densités animales trop importantes. Elles considèrent que la section routinière des queues est non conforme à la réglementation européenne, et donc que les professionnels doivent évoluer sur ce point. Là encore, un blocage lié aux bâtiments semble freiner l'abandon de cette pratique.

3.3. Risque sanitaire

Les débats sur le sanitaire en élevage porcin portent principalement sur l'utilisation des antibiotiques et les risques d'épizooties.

- L'utilisation des antibiotiques n'est pas une controverse très présente dans les discours des associations rencontrées.

Il semble y avoir un consensus sur le fait que la filière a réalisé des efforts à ce sujet. Les critiques viennent plutôt du monde hospitalier ou des associations de vétérinaires. Les premiers accusent l'élevage, en particulier de porcs, d'être à l'origine du développement des maladies nosocomiales, en ayant induit une résistance aux antibiotiques chez les bactéries. Les seconds, d'après les professionnels de la filière, critiquent la décision prise par les éleveurs de réduire leur utilisation d'antibiotiques. La profession y voit des intérêts financiers.

- L'épizootie de fièvre aphteuse en 2001 reste un épisode marquant pour la filière porcine et pour la société. Les professionnels français assurent que les élevages du pays sont sanitairelement fiables, et que les éleveurs veillent activement à la bonne santé de leurs animaux. Pour les associations, les densités trop importantes dans les élevages de porcs ainsi que la proximité géographique des élevages dans des zones concentrées, comme la Bretagne, représentent un risque quant à la dissémination des infections.

3.4. Système de production

L'élevage intensif est particulièrement sujet à controverses. Plus spécifiquement, les débats portent sur l'absence ou la faiblesse du lien au sol et la concentration géographique des élevages en Bretagne.

- Sans dénigrer les autres systèmes d'élevage, les professionnels de la filière porcine défendent l'élevage intensif, compatible à leurs yeux avec le respect du BEA, de l'environnement et la sécurité sanitaire. Ils mettent en avant le caractère familial de l'élevage français, avec des densités d'animaux et des surfaces d'exploitations bien inférieures que ce que l'on peut trouver ailleurs en Europe et dans le monde. Certaines associations les rejoignent sur ce point, mais maintiennent des exigences fortes en termes de pratiques : l'espace accordé aux animaux est une préoccupation primordiale, comme le respect des plans d'épandage et la maîtrise sanitaire. Elles soutiennent cependant préférentiellement les modes de production alternatifs, comme le bio ou le porc sur paille, jugés meilleurs sur ces critères que l'élevage standard. Le Label Rouge en filière porcine cependant ne satisfait pas certaines associations qui trouvent la prise en compte du BEA dans le cahier des charges insuffisante.

Les professionnels quant à eux considèrent qu'il est important d'avoir une offre diversifiée, avec des produits standards, labellisés et bio, pour laisser le choix au consommateur et lui permettre de disposer de produits d'entrée de gamme français répondant à des exigences de qualité. Ce positionnement permet aux professionnels de ne pas remettre en cause le système intensif qui représente la majorité des exploitations porcines françaises. Dans un secteur d'activité en crise, le maintien de la viabilité des exploitations reste une priorité des filières, et la production intensive est vue comme un facteur de rentabilité économique. Le corollaire de diminution de la production, souvent associé aux revendications des associations, est donc peu acceptable pour les professionnels.

- L'élevage porcin hors-sol cristallise les préoccupations des associations. Les environnementalistes considèrent que ce système est incohérent sur le plan agronomique, tandis que les associations de défense animale le trouvent difficilement compatible avec le respect du BEA. Les professionnels de leur côté avancent des difficultés financières et foncières à acquérir des terres agricoles. Ils rappellent toutefois que des

partenariats peuvent avoir lieu entre producteurs de végétaux et éleveurs porcins au sein d'un même territoire.

- Enfin, la concentration géographique des élevages en Bretagne constitue la clé de voûte des revendications des associations : elle est l'une des causes de la pollution de l'eau, et rend difficile l'accès aux terres agricoles par les éleveurs. Pour les professionnels, la délocalisation des élevages est pour l'instant difficile, en raison de la présence des différentes structures de l'amont et de l'aval de la filière majoritairement en Bretagne.

4. RELATIONS ENTRE LES ACTEURS RENCONTRES

4.1. Relations entre professionnels de la filière

Bien qu'on observe une certaine solidarité dans les discours des professionnels de la filière porcine, tous n'ont pas le même état d'esprit vis-à-vis de ces sujets de controverse. Il ressort des entretiens deux types de positionnement majoritaires : (1) certains considèrent les réglementations sur l'environnement, le BEA, ou la sécurité sanitaire comme un ensemble de contraintes imposées, qui rendent leur activité plus difficile qu'elle ne l'est déjà et menacent la viabilité économique des exploitations ; (2) d'autres voient dans ces mesures une évolution nécessaire, une opportunité de modernisation et de réponse aux problèmes d'acceptabilité de l'élevage porcine par la société.

Les professionnels avancent en outre de nombreuses recherches conduites en partenariat entre les instituts techniques ou les scientifiques, dans le but de créer de l'innovation.

4.2. Relations entre associations

Beaucoup de travail s'effectue en commun chez les associations rencontrées, y compris entre associations de spécialité différente. Cela permet à chacun de montrer qu'il se préoccupe de sujets autres que son cheval de bataille. Pour les associations environnementalistes par exemple, le BEA n'est pas une priorité mais un partenariat avec les associations de protection animale leur permet d'afficher leur engagement.

Les associations luttent contre les pratiques qu'elles jugent choquantes, mais toutes n'ont pas le même mode d'action. Certaines privilégient la mise en avant des filières ou élevages qu'elles soutiennent à la dénonciation des mauvais comportements. D'autres, en particulier les associations végétariennes, ont des actions qualifiées de violentes par certaines ONG et qui ne font pas l'unanimité au sein du monde associatif. Certaines associations reprochent à d'autres leur goût pour le sensationnel. Elles expliquent ce mode d'action par le fait que les associations sont parfois en compétition pour l'accès aux subventions d'Etat ou à des financements privés.

Les associations se distinguent aussi par leur manière d'aborder les problèmes et les évolutions à mettre en œuvre, entre une approche modérée et technique et des conceptions philosophiques plus intransigeantes. Admettant que beaucoup d'ONG s'appuient de plus en plus sur les compétences de jeunes diplômés ingénieurs, certaines ont le sentiment que d'autres manquent encore de réflexion globale et exhaustive en agriculture. Par exemple, elles jugent que certains militants ont une vision manichéenne et caricaturale de l'agriculture, avec d'un côté l'agriculture intensive exécrationnelle, et de l'autre l'agriculture biologique vertueuse.

Elles se distinguent aussi par leur couverture, nationale ou locale. Les associations nationales apportent parfois un soutien financier ou juridique aux associations locales qui se créent lors des enquêtes publiques, mais elles s'impliquent peu dans les débats locaux. Elles considèrent, à l'instar des professionnels, que certains arguments qui sont avancés par ces associations manquent de pertinence et de rationalité.

4.3. Relations entre professionnels et associations

Des tentatives de rapprochement et de dialogue entre professionnels et associations se font jour. Généralement, les résultats sont appréciés et jugés constructifs par les deux parties. Les filières laissent entendre une meilleure écoute de la part d'associations depuis quelques années, grâce notamment à la mobilisation d'interlocuteurs plus sensibilisés aux réalités complexes de l'élevage.

Ces associations apprécient la reprise du discours avec la filière porcine et souhaitent maintenir ce contact. Elles jugent cependant les progrès effectués insuffisants, les professionnels gardant une vision unique de l'élevage porcine, sur le modèle intensif breton, sans changement de paradigme par la majorité. D'autres associations restent entièrement fermées à la discussion avec les professionnels, tant que certaines de leurs exigences ne sont pas appliquées.

Les professionnels jugent certaines communications des associations caricaturales et tentent de généraliser des déviations dans les pratiques, certes condamnables, mais anecdotiques. Ils considèrent ces campagnes motivées par la recherche de financements, mais ne reflétant pas forcément le point de vue de l'ensemble leurs membres. Ils imaginent des clivages au sein de ces organisations, entre les services de communication et les services chargés des concertations et du lobbying. Au regard des moyens humains et financiers dont elles disposent, les associations trouvent les craintes des professionnels démesurées.

5. PERCEPTION DE LA CRITIQUE ADRESSEE A L'ELEVAGE PAR LA SOCIETE

5.1. Point de vue des professionnels

D'après les professionnels, la contestation de l'élevage porcine par les riverains varie selon les régions. Dans le Grand Ouest par exemple, les problèmes posés lors des enquêtes publiques sont moins importants que dans des zones où l'élevage porcine est moins implanté. Selon les professionnels, les points principaux sur lesquels la population se mobilise sont l'odeur et le bruit. Les riverains leur apparaissent hostiles aux grandes surfaces d'épandage, et en particulier à celles situées à proximité de leur habitation par crainte d'une dévaluation de leur bien immobilier. L'aggravation depuis plusieurs années de la situation concernant les enquêtes publiques est, selon certains acteurs, à corréliser avec l'augmentation de la part des néo-ruraux dans les campagnes, qui ont une vision très bucolique de l'agriculture. L'opposition aux modifications d'élevage serait due à un amalgame que les riverains font entre restructuration et hausse de la production.

Le grand public en France apparaît aux professionnels de la filière moins sensible au bien-être animal que dans les pays du nord de l'Europe. Ils ont en effet le sentiment que la majorité des consommateurs ignore que les porcs mâles sont castrés, alors que l'arrêt de cette pratique mobilise d'énormes moyens humains et financiers à l'échelle européenne.

De plus, selon eux, le grand public semble comprendre et accepter des pratiques comme la coupe des queues ou l'épointage des dents lorsque les raisons de leur application lui sont expliquées.

5.2. Point de vue des associations

Les membres d'associations rencontrés ressentent actuellement une certaine écoute de la part du grand public pour leurs revendications. Cette attention est, selon eux, en partie due à la mise en lumière récurrente par les médias, depuis une dizaine d'années, de scandales liés au monde agricole, comme les algues vertes, les OGM ou les crises sanitaires.

De plus en plus de consommateurs leur semblent sensibles à ces questions d'environnement et de BEA, et montrent de l'intérêt pour les conditions d'élevage, la gestion des effluents et le respect des animaux. Selon les associations, beaucoup d'entre eux recherchent en effet des produits provenant d'animaux élevés dans des conditions qu'ils jugent acceptables, et l'accès au plein-air est un critère important. Les citoyens leur apparaissent particulièrement sensibles à la question de la douleur, souhaitant comprendre pourquoi certaines pratiques, comme la coupe de queues ou l'écornage, sont pratiquées. D'après les associations, le grand public n'est pas favorable à un mode d'élevage porcin très intensif, sans litière, avec des opérations douloureuses pratiquées sur les animaux. Enfin, selon plusieurs sondages effectués par les associations, il existe une demande de porc sur paille de la part des consommateurs.

Cependant, les préoccupations principales des consommateurs restent, pour les ONG, en premier lieu le prix des produits, puis leur goût et enfin l'impact sur leur santé. Le respect de

l'environnement et du BEA semblent plus secondaires, et parfois associés à une idée de luxe. Mais lorsque les citoyens considèrent les conditions d'élevage en elles-mêmes, ils marquent leur préférence pour des modèles extensifs.

CONCLUSION

Pour compléter cette première enquête, un travail sera effectué sur le rôle des médias et des scientifiques dans la fabrication et le déploiement de ces controverses au sein de l'arène publique, au moyen de méthodes scientométriques. L'opinion publique sera ensuite sondée par l'intermédiaire d'un organisme spécialisé.

Ce travail soulève de nombreuses questions. Tout d'abord, il conviendra d'interroger plus spécifiquement l'impact de ces controverses sur les freins aux évolutions de l'élevage porcin. A quel niveau l'acceptabilité par la société joue-t-elle un rôle dans l'attractivité de la profession ? Crée-t-elle des problèmes identitaires chez les éleveurs ?

Les différences de comportement entre citoyens et consommateurs sont aussi sujettes à réflexion. Quelle part de conscience citoyenne intervient dans les choix d'achats du consommateur ? En d'autres termes, nous interrogerons l'impact des revendications citoyennes sur le marché des produits porcins.

Enfin, les possibilités de réaction de la filière porcine face à ces points de controverse devront être analysées. Sur ce sujet, la situation dans d'autres pays européens sera observée. Des initiatives comme *Tierwohl* en Allemagne ou *Beter Leven* aux Pays-Bas par exemple, où les filières animales adoptent une démarche collective proactive par rapport au BEA, améliorent-elles la vision de l'activité d'élevage par la société ?

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Callon M., 1986. Eléments pour une sociologie de la traduction : la domestication des coquilles St Jacques et des marins pêcheurs dans la baie de St Brieuc. *L'Année Sociologique*, 36, 169-207.
- Dockès A.-C., Guinot C., Kling-Eveillard F., Fourdin S., Barbier M., 2012. Etudier les controverses : approche méthodologique et application à la question de la consommation de viande rouge et des gaz à effet de serre. *Renc. Rech. Rum.*, 4 p.
- Godard O., 2009. De l'usage du principe de précaution en univers controversé : entre débats publics et expertise. *Futuribles*, 239-240, 37-60.
- Julliard J., 2008. La reine du monde. Essai sur la démocratie d'opinion. Paris, Flammarion, 120 p.
- Lemieux C., 2007. À quoi sert l'analyse des controverses ? *Mil neuf cent*, 25, 191-212.
- Schmoll P., 2008. Introduction de *Matières à Controverses*. Strasbourg, Néothèque, 9-13.
- Séralini G.-É., Clair É., Mesnage R., Gress S., Defarge N., Malatesta M., Hennequin D., Spiroux de Vendômois J., 2012. Long term toxicity of a Roundup herbicide and a Roundup-tolerant genetically modified maize. *Food chem. toxicol.*, 50, 4221-4231.